

Se développer autrement

La chronique d'oncle JEF

Suite aux chroniques publiées dans le Clairon de l'ATAX, un point d'étape me semble nécessaire.

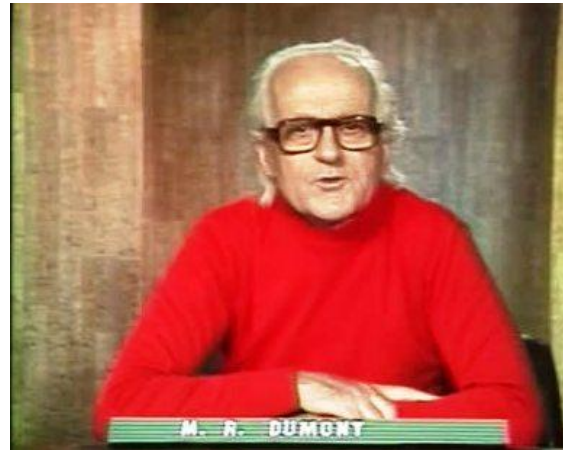
J'ai traité de l'explosion démographique, du vieillissement & l'immigration, du développement de l'industrie numérique et ses conséquences, de l'impact de notre développement de notre société sur notre environnement (social, économique, écologique). Ce cheminement m'a semblé nécessaire afin d'exposer les fondements de ce qui pourrait justifier nos « *raisons d'agir* » !

Le mois dernier, lors ma chronique sur les « *envies d'agir* », j'évoquais des citoyens de plus en plus nombreux, particulièrement des jeunes, qui se posent des questions et souhaitent « *faire quelque chose* » pour la collectivité, pour le bien commun...

Avant de voir *où utiliser cette énergie, ces compétences*, il me semble nécessaire de mieux connaître, d'analyser sur quelles bases nous nous développons depuis des dizaines d'années. Nous sommes dans l'obligation de constater que notre productivisme doit être remis en cause. ***On ne pourra pas croître indéfiniment dans un monde défini, limité qui pourrait devenir menaçant. Comment notre aveuglement collectif nous a-t'il amenés dans cette impasse où nous « pataugeons », incapables de susciter et de nous accorder sur une nouvelle vision ouverte sur le mode et ses réalités ?***



Dr Gro Harlem Brundtland (*) « développement soutenable »



René Dumont (*) « père » de l'écologie en France

► [Télécharger le texte intégral](#)

Pour répondre à cette question un rappel historique me semble nécessaire.

À la fin de la dernière guerre, nous avons créé des outils de mesure de notre économie. Le PNB (Produit National Brut) s'est précisé en PIB (Produit Intérieur Brut), dont le taux de croissance est considéré aujourd'hui comme le symbole de progrès de notre société et de son bonheur ! Chiffres magiques, attendus tous les trimestres et dont la progression résume à elle seuls la grande ambition de nos sociétés si développées matériellement et si asthéniques aux plans éthiques et philosophiques. On reste médusé devant cette incroyable réduction conceptuelle : la croissance du PIB c'est le « Progrès » et le « Progrès » c'est la croissance ! Si nous avons la croissance, tout le reste, sous entendu l'emploi, la consommation, la santé, le bonheur suivront !

Nous avons entendu cela pendant plus de 30 années, mais cela s'avère de plus en plus faux. Particulièrement aujourd'hui le discours sur la croissance indéfinie se heurte à la réalité d'un monde fini. Nous sommes en train de prendre conscience des changements radicaux qui se manifestent déjà, même si cette prise de conscience est encore très variable : les consommateurs des pays riches, formatés par notre société consumériste et individualiste, tendent à fermer les yeux craignant de perdre ce qu'ils considèrent comme nécessaire à leur bien être, tandis que les citoyens des pays dits « en développement », fascinés par notre mode de vie ne comprennent pas pourquoi ils devraient en être privés !

Il me semble pourtant qu'avec les conséquences d'un choc climatique de plus en plus manifeste la transition vers une réelle sobriété (*si possible heureuse comme dirait Pierre Rabhi*), va s'imposer... et que que toutes les classes sociales, volens nolens, participeront à l'effort!

Quoiqu'il en soit, le mythe de la « croissance / productivité » est largement remis en cause... Particulièrement, nous devons nous rappeler les *perversités* qui intègrent le calcul du PIB, à savoir :

- la prise en considération des externalités négatives de type sanitaire, social ou environnemental ;
- la prise en compte d'évènements négatifs comme les accidents de la route, les profits liés à la consommation d'alcool et de tabac, la vente des anxiolytiques et autres antidépresseurs, etc.
- La production des équipements de guerre, etc.

Ce ne sont que quelques exemples. De plus en plus de personnes ont la sensation que ce système, telle une spirale infernale, « *nous envoie dans le mur* ».

L'étude du PIB et la croissance ne renseigne pas sur le vivre ensemble, ni sur l'exercice de la solidarité, ni sur le bonheur des peuples, etc....

On pourrait même se poser la question : ne nous sommes nous pas trompés d'objectifs ? Avons-nous si vite oublié que la croissance, telle que définie par les néolibéraux, n'a pas pour but le progrès social, le bonheur individuel, mais l'addiction consummatrice, nécessaire à l'augmentation du commerce des produits et services échangeables sur le marché donc des profits ? Pendant ce temps, nos « experts économistes », omniprésents dans les médias, s'évertuent à ignorer que la croissance sera limitée dans notre monde fini et continuent d'annoncer que le PIB français doit progresser de 1,5 à 2% par an pour réduire le chômage, alors que la simple observation des faits montre que depuis plus de 30 ans, *la croissance n'a pas réduit le chômage* !.

À ne valoriser que la seule consommation, on oublie tous les actes porteurs de sens pour soi et pour les autres, la dimension sociale existante dans certains échanges marchands ou non marchands, les mille initiatives non marchandes qui améliorent la vie, les hommes, la Cité. D'une certaine façon, on pourrait dire que la croissance a plutôt été facteur de dépravation que de progrès moral. Quand à son rôle en faveur du progrès de la démocratie, on peut en douter.

Les personnes qui pensent qu'il faudrait changer de modèle pour dépasser cette *mécroissance* sont de plus en plus nombreuses chaque jour, cela alimente même les propositions de certains politiciens...

Mais attention, mon propos n'est pas de rejeter bêtement tout type de bénéfice économique produit par le système actuel, mais de se poser les questions : à quoi cela va-t-il servir de courir après de plus en plus de croissance a un moment de notre histoire où nous produisons de plus en plus avec moins en moins de personnes ? Comment espérer harmoniser

la société par l'augmentation d'un indice, structurellement inégalitaire ? Le PIB augmente d'année en année et pourtant des emplois sont supprimés et le chômage progresse...

De plus et paradoxalement, cet indice dévoile aussi la perversion du système néolibéral... Depuis les années 70/80, l'augmentation des salaires a toujours été inférieure à la productivité, ce qui explique en partie pourquoi la masse salariale a toujours diminué dans le total de la valeur ajoutée. Il y a 30 ans, le PIB, mesure de la valeur ajoutée du pays, se partageait entre 30 % de revenus pour le capital et 70% pour les salaires et charges, y compris retraites. Aujourd'hui, la proportion est de 60% pour les salaires et charges et de 40% pour le capital... Lequel revenu du capital sert de moins en moins aux investissements et de plus en plus à la spéculation. Imaginons un instant que soit maintenue la même répartition de la valeur ajoutée entre salaires et charges et capital qu'il y a 30 ans : cette différence de 10% de répartition du PIB... **200 milliards d'euros par an, et sur 30 ans, non redistribués en salaires et charges...** Je n'ose même pas calculer le nombre de milliards que cela représente.

Vous comprendrez alors pourquoi, lorsque j'entends des politiciens nous expliquer qu'il faut continuer à nous « serrer la ceinture », que nous ne travaillons pas assez, que les riches payent trop d'impôts (ISF), ou encore que le pays est trop endetté, etc. je suis plus que sidéré... Mais cela est un autre débat !

Pour le moins nous pouvons dire que derrière **ce système de comptes existe bien un choix de société**. Sans trop se tromper on peut penser que le maintien de la proportion initiale de répartition du PIB aurait changé la situation du budget de l'État, de celui de la sécurité sociale ou de l'hôpital ou de l'éducation, et bien sûr du chômage : il n'en est rien ! Finalement, je serais tenté de dire que le néolibéralisme a inhibé presque toutes les capacités de développement humain au profit du développement financier.

P. Viveret pense que nous disposons de **thermomètres qui nous rendent malades !** Changeons de thermomètre ? Instituons des thermomètres, des indices qui prennent en compte d'autres valeurs que purement financières et comptables telles que le bien-être et la santé, la cohésion et l'utilité sociale, la qualité du logement, de l'éducation, un revenu décent, la mortalité infantile, le respect de l'environnement, etc.

Ce réquisitoire peut apparaître naïf et constitué de « vœux pieux »... Pourtant, il devient indéniable que nous devons quantifier le développement humain et économique sur d'autres bases... La description de l'état actuel de l'humanité n'a d'intérêt que dans la mesure où elle nous permet d'imaginer ce que pourrait être son état futur. Il s'agit non seulement d'exposer les conséquences prévisibles de la dynamique en cours, mais de préciser les divers scénarios possibles en fonction des contraintes imposées et des volontés manifestées.

Actuellement une telle démarche semble encore un vrai défi, mais une société n'est vivante que si elle relève des défis, et celui-ci est déterminant pour l'avenir ! Ce qui revient à nous poser la question de **quel choix de développement faisons-nous maintenant ?** Il s'agit plus seulement d'objectif économique, mais du choix du type de développement humain que nous voulons, soit :

- Celui d'une société de consommation, de gadgets, source de richesse pour certains, qui considère que le seul objectif : **la fuite en avant de la fameuse croissance**, issue du PIB que les néolibéraux considèrent comme seul objectif en oubliant que ce système alimente une économie mondialisée, financiarisée avec ses conséquences sociales et environnementales... dans un monde défini.

OU

- Celui d'une société plus solidaire qui développerait des flux économiques fondés sur **demandes** et des besoins essentiels, nécessaires, et **non sur des désirs** aléatoires, fugitifs, superficiels, mais sur des échanges qui induisent une autre croissance, un développement d'une économie de l'homme, de son être, centrée

sur la valorisation du capital humain. Cela implique des activités qui permettent au corps social de respirer, de maintenir sa cohésion, de faire le lien avec son passé et de préparer son avenir. Et ceci, particulièrement en promouvant la responsabilité des citoyens, sur la base de valeurs humanistes qui pourraient nous faire retrouver collectivement le goût de « faire société » dans un projet faisant sens.

Vous comprendrez que j'opte pour cette dernière option. Je suis conscient que le chemin sera long. *Alors, comment procéder ?*

Le premier pas, qui n'a rien de révolutionnaire, consisterait d'intégrer pour tous les pays l'indice du PNUD (programme de développement des Nations-Unies), lequel prend en considération divers indices sociaux en environnementaux. Ce rapport du PNUD démontre, chiffres à l'appui, que la croissance à tout va de la consommation, soumet à rude épreuve l'environnement de la planète, les écosystèmes, mais aussi aggrave l'exclusion, la pauvreté et les inégalités.

En intégrant des indices de bien-être, d'utilité sociale, d'environnement, de culture, nous changerons *le paradigme de la croissance : vers une autre culture économique*, celle-ci « non virtuelle » comme la financière, mais « réelle », porteuse du souci de qualité et d'harmonie de la vie sociale... Imaginer un tel développement est une réflexion de prospective, d'imagination, de créativité dont nous avons la capacité.

Peu (ou pas !) de néolibéraux proposent d'intégrer dans le taux de croissance ces indices de développement humain, relatifs à la pauvreté, la santé ou le bien-être. Je n'évoque même pas la prise ne compte du partage des richesses !

Ensuite, nous devrions nous poser les questions suivantes : quelle humanité voulons-nous être ? Comment éviter la poursuite de cette spirale néolibérale qui risque de provoquer un éventuel tsunami social, un dérapage vers d'autres systèmes, pas forcément démocratiques...

Enfin, la question devient : *quel commerce (*) (relations) notre société veut-elle développer?*

Pour cela nous devons intégrer quelques notions et postulats.

Premier postulat.

Posons-nous la question : une fois les *besoins fondamentaux garantis* (Cf. Maslow et successeurs), quels autres types d'activités ou de « commerces » (*) (notre société peuvent-ils contribuer au développement de notre société et comment ?

Toutes les civilisations qui nous ont précédées, nous montrent que *tout échange peut devenir commerce*. Les exemples de flux économiques créés sur de l'émotionnel ne manquent pas et on voit bien comment aujourd'hui, dans notre société de consommation, le sport, le tourisme, les spectacles, les religions, lesquelles se prêtent à cette double exploitation de la relation sociale et de l'échange marchand.

Acceptons ainsi que les économies développées dans nos sociétés soient fortement liées à nos représentations collectives... ce qui étaye l'idée qu'une société pourrait se développer autrement que selon les critères actuels !

Problème de culture, de civilisations : sommes-nous des barbares ou une société « évoluée » ? Une société est barbare lorsqu'elle admet que certains de ses membres sont de trop, ce que l'on recommence à voir aujourd'hui où la machinerie capitaliste désigne des hordes d'inutiles, sous qualifiés, inaptes à l'emploi, etc....

Nous devons absolument partir de cette société marchande, exclusivement économiste et productiviste *en développant des flux commerciaux d'utilité sociale, en affrontant les enjeux cruciaux que pose maintenant notre environnement, mais aussi par la culture, les*

arts ou encore le développement de soi, des liens sociaux, des services relationnels, etc....
Ce qui veut dire sortir ces domaines de leur marginalisation actuelle par la pensée néolibérale, affirmer haut et fort les valeurs humanistes qui les sous-tendent, pour enfin, rééquilibrer une économie certes nécessaire, mais mortifère dans sa forme actuelle.

Ces échanges *d'activités utiles*, souvent locales, permettront de prendre en charge tout un *ensemble de besoins actuellement non satisfaits, ni par le marché, ni par l'Etat*. C'est ainsi que se développerait une « production sociale » porteuse d'un autre type de croissance, « non virtuelle », mais porteuse de qualité de vie, ouverte sur un champ d'activités plus vaste, qui rendrait notre société à la fois plus humaine, et plus efficace au service du bien commun : *une société du capital humain*.

Deuxième postulat : L'activité qu'elle soit d'utilité sociale ou « productiviste » se multiplie et ne se divise pas... Je veux dire par là que toute création d'activité entraîne d'autres. Si limitées il y a elles concernent l'économie productiviste soumise de plus en plus aux contraintes environnementales.

Depuis 200 ans, sous l'inspiration du *scientisme productif*, nous avons privilégié le « *hard* » (les organisations, les procédures, les techniques...) par rapport au « *soft* » (les humains) mais ce sont les humains et eux seuls, qui sont en mesure d'apporter un changement viable et vivable. C'est donc sur ce « *soft* » que nous devons *construire la nécessaire transition*, qui nous permettra d'évoluer vers une société de capital humain et de retrouver les marges de manœuvres nécessaires à notre survie.

On peut penser qu'à terme consommer plus, travailler plus pour gagner plus se révélera une aspiration grotesque. Il s'agit de travailler autrement, tous, mieux, avec plus de constance et de considération pour l'autre, avec plus de liens ! Une telle remise en cause de nos pratiques actuelles repose sur un changement de valeurs.

Pour réaliser ce changement de paradigmes, nous devons comprendre que les entreprises « productrices », ne sont pas intéressées par ce type de développement humain et que les États, désormais affaiblis, souvent acquis aux idées néolibérales, feront frein au développement de cette **société du capital humain** faite d'utilité sociale, environnementale et culturelle.

En conséquence, dans l'état actuel des choses c'est à nous seuls de nous lancer dans la construction d'un autre développement. Par quoi commencer, par quelles activités faisant sens et progrès humain ? Il suffit de regarder autour de nous pour détecter les vrais besoins de notre société... Education, santé, justice... besoins collectifs non productivistes, porteurs de vie (sociaux, environnementaux et culturels).

Il s'agit de *remettre l'économie au service du social... Mieux, c'est le progrès social, écologique, culturel qui crée le développement de l'économie, et pas le contraire*. Ne plus traiter le social comme une « redistribution », mais comme un investissement, comme un facteur de compétitivité, comme un élément de croissance, ainsi permettre de développer autrement notre société.

On ne sortira pas de cette situation sans prendre de risques, mais le seul vrai risque serait de laisser les choses en l'état. Ici et maintenant les citoyens peuvent participer, imaginer la possibilité de développer cette utilité sociale, environnementale, culturelle dans ce que je nomme une *économie sociale de proximité* qui pourra nous aider à retrouver notre humanité, notre énergie créatrice et nous sortir enfin du piège aliénant production-consommation. Thème que je développerai dans une prochaine chronique.

Oncle Jef pour le Clairon de l'Atax le 12/01/2017

Onclejef11@gmail.com

(*) *Gro Harlem Brundtland, ancien premier ministre de Norvège et ancienne directrice de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), avait présidé la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED) qui a déposé le 27 avril 1987 son rapport intitulé «Notre avenir à tous» dans lequel est développée pour la première fois la notion de « Développement soutenable »*

René Dumont (1904 / 2001) Agronome / Universitaire et candidat aux élections présidentielles française de 1974 pour sensibiliser le public aux idées écologiques, est l'un des fondateurs du mouvement écologiste français. Il fait encore référence actuellement.

(**) *(Commerce = mot que je définis ici au-delà de sa seule référence à l'échange comme désignant l'ensemble des relations à autrui...)*